

D. Bien que nous ne désirions pas nous laisser guider par l'esprit de clocher —pour ma part je ne le désire pas du tout et je me suis efforcé au Parlement de ne pas manifester cet esprit, car, somme toute, nous voulons que le Canada soit uni—nous devons reconnaître cependant que les deux grandes provinces centrales, lesquelles disposent d'un nombre de voix bien supérieur au nôtre, manifestent une très forte tendance à dicter la politique au Canada.

M. NOSEWORTHY: M. Blackmore me permettrait-il de lui poser une question?

M. BLACKMORE: Je vous permettrai de la poser, mais je désire terminer d'abord mon exposé.

M. NOSEWORTHY: Fort bien.

M. BLACKMORE: Voici la question au sujet de laquelle nous, de l'Ouest, devons nous montrer prudents. Je parle maintenant uniquement comme habitant de l'Ouest à des habitants de l'Ouest, en présence de nos amis de l'Est, des deux provinces centrales; ils sont nos amis. Nous devons prendre bien garde de ne pas lier à Ottawa plus de nos entreprises économiques nationales essentielles qu'il ne faut. J'estime que l'étatisation de notre régime bancaire centraliserait nettement à Ottawa le contrôle complet de la politique bancaire.

M. TUCKER: Très bien!

M. BLACKMORE: Elle tomberait par conséquent sous la domination, la direction et l'influence prépondérante des deux provinces centrales et, bien qu'elles puissent faire preuve d'une aussi grande largeur d'esprit que vous voulez, leur propre intérêt passerait dans bien des cas avant leur désir de complète équité. Autrement dit, leur propre intérêt leur permettrait bien difficilement d'apprécier la validité de nos revendications. Je parle en ce moment comme député qui, pendant huit ans, s'est efforcé de les faire valoir auprès de l'autorité centrale. A mon sens, la question est fort grave. M. Noseworthy désire poser une question. Je vais lui céder la parole, mais je tiens à vous dire auparavant que la première chose que je proposerai c'est que nous mettions à l'étude notre régime de taux de transport qui, sans contredit, se trouve placé sous le contrôle d'un groupe d'hommes qui reçoivent certainement leurs directives de l'Ontario et du Québec et qui siègent à Ottawa même. Je pense que les résultats vaudront la peine d'être examinés.

M. NOSEWORTHY: Je désire poser une question à M. Blackmore.

Le TÉMOIN: Un instant. Je désirerais adresser un mot à M. Blackmore avant de passer outre. J'estime, monsieur Blackmore, que vous et moi pouvons tomber d'accord sur l'idée que, s'il est une chose que nous désirons réaliser au Canada, c'est une unification intelligente réelle des diverses provinces. Vous comprenez ce que je veux dire.

M. BLACKMORE: Oui.

Le TÉMOIN: Les provinces ne se sont peut-être et malheureusement pas comprises entre elles comme elles l'auraient dû. Vous parlez de ce qui se passerait si le régime bancaire était centralisé.

M. BLACKMORE: Si le contrôle était centralisé.

Le TÉMOIN: Centralisé en un lieu particulier.

M. BLACKMORE: A Ottawa en particulier.

Le TÉMOIN: Oui, à Ottawa; l'autorité centrale ne le fera peut-être pas. Nous n'en avons pas encore fait l'essai.

*M. Blackmore:*

D. Vous dites?—R. Cela ne contribuerait peut-être pas à nous rapprocher ou à favoriser la bonne entente. Cela pourrait même contribuer à nous diviser davantage. Mais je n'en sais rien car on ne l'a pas mise en pratique.